



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 27-28 septembre 2023

Riposte de la FAO face aux multiples crises touchant l'Europe et l'Asie centrale

Résumé

Le présent document d'information propose une description et une analyse détaillées des chocs multiples qui ont convergé pour entraîner des crises dans les secteurs alimentaire, énergétique et financier dans la région Europe et Asie centrale en 2021 et 2022. Le document présente les problèmes ayant résulté de ces diverses crises et l'action que mène la FAO dans la région pour les surmonter.

Au cours des dernières années, la région Europe et Asie centrale a été frappée par de nombreux événements perturbateurs, certains naturels et d'autres d'origine humaine, dont la juxtaposition a favorisé les multiples crises qui touchent les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers et qui sont à l'origine d'une hausse du coût de la vie, en particulier pour les plus vulnérables.

Un large éventail d'interventions a été mis en œuvre par différentes parties prenantes, tant au niveau mondial qu'au sein de la région, afin de lutter contre les effets néfastes des crises. Ces interventions ont porté, entre autres, sur l'inflation du prix des aliments, le commerce, la production agricole, la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine et abordable pour les populations vulnérables. Consciente de la gravité de la situation, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait des progrès importants dans l'étude des mécanismes par lesquels ces chocs viennent affaiblir les systèmes agroalimentaires et dans sa compréhension de leur évolution en temps réel. La FAO a joué le rôle qui lui incombe en assurant le suivi de la situation et en mettant en place des interventions visant à atténuer les effets néfastes des chocs et à renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires face aux perturbations actuelles et futures.

Le présent document souligne les difficultés multidimensionnelles actuelles, met en évidence les réponses apportées par la FAO et énonce plusieurs recommandations à l'intention des membres afin qu'ils puissent renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires et soutenir la sécurité alimentaire dans la région. Les membres sont invités à examiner la pertinence des informations présentées et des recommandations formulées quant aux politiques à mener en vue de répondre aux multiples crises et de bâtir des systèmes agroalimentaires résilients dans la région.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

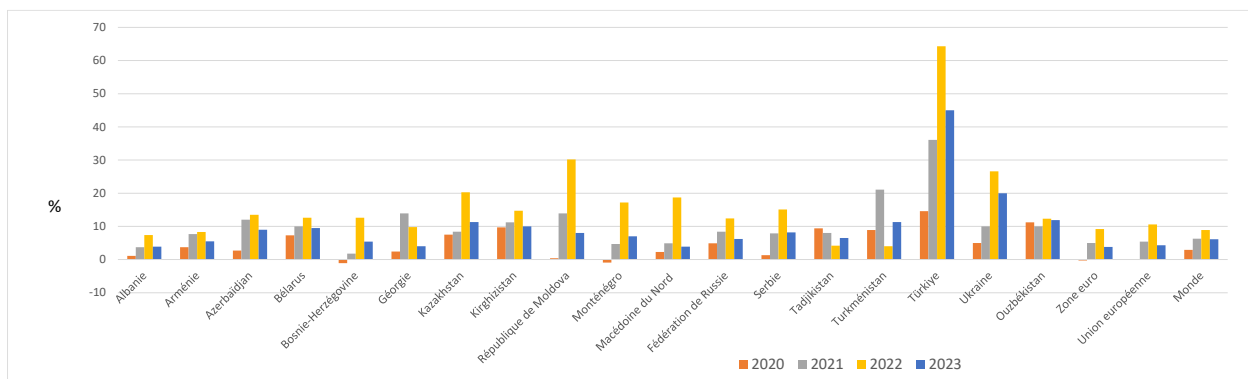
I. Contexte

1. Ces dernières années, plusieurs pays de la région Europe et Asie centrale ont été frappés par de multiples perturbations qui se sont souvent superposées. Ainsi, à la pandémie de covid-19 se sont ajoutés la guerre en Ukraine, des catastrophes météorologiques et autres séismes, dont les effets se sont répercutés sur les secteurs de l'alimentation, de l'énergie et de la finance. L'année 2021 et le premier semestre de 2022 ont été marqués par de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, dans un contexte où les marchés se sont adaptés aux nouvelles conditions de l'offre, qui ont entraîné une accentuation de l'inflation, et à un durcissement des conditions financières qui, au niveau national, ont été aggravées par la dépréciation des monnaies locales, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et le renchérissement des importations de denrées alimentaires. La hausse des factures des importations alimentaires a essentiellement résulté d'un accroissement des coûts unitaires plutôt que des volumes (en particulier pour les céréales, les graines oléagineuses et le sucre), lesquels, dans beaucoup de pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale, sont restés stables par rapport aux années précédentes (FAO, 2023a).

2. Les prix élevés de l'énergie ont touché les ménages ainsi que les acteurs des systèmes agroalimentaires et des industries alimentaires. Leurs effets se sont fait sentir, à des degrés divers, dans beaucoup de pays dans le monde, y compris dans la région Europe et Asie centrale. Cette dernière est par ailleurs, depuis 2022, le théâtre d'importants déplacements de populations qui fuient la guerre. Des millions de personnes tentant d'échapper aux violences en Ukraine ont trouvé refuge dans un grand nombre de pays, voisins pour la plupart¹.

3. La flambée des prix à la consommation dans les secteurs de l'alimentation, du logement et de l'énergie a favorisé l'envol de l'inflation annuelle dans la région. En 2023, les taux d'inflation les plus élevés dans les pays non membres de l'Union européenne (UE) ont été enregistrés en Türkiye (45 pour cent) et en Ukraine (20 pour cent). Une inflation à deux chiffres s'est maintenue dans trois autres pays de la région: le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan (Figure 1). C'est aussi en Türkiye que l'on a observé la plus forte inflation des prix des aliments selon les données de décembre 2022 (77,9 pour cent), l'Ukraine et la République de Moldova arrivant en deuxième et troisième positions avec 34,4 pour cent et 31,8 pour cent, respectivement (FAO, 2023b). Le même mois, tous les pays de la région pour lesquels des données étaient disponibles, hormis le Tadjikistan (5,1 pour cent), ont connu une inflation du prix des aliments égale ou supérieure à 10 pour cent.

Figure 1. Taux d'inflation, prix à la consommation en fin de période (variation annuelle en pourcentage, 2020-2023).



Source: **Fonds monétaire international**. 2023. Inflation rate, end of period consumer prices (Taux d'inflation, prix à la consommation en fin de période). Dans: IMF Datamapper. <https://www.imf.org/external/datamapper/PCPIEPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD>.

¹ On compte actuellement plus de 8 millions de réfugiés d'Ukraine en Europe uniquement, dont plus de 5 millions sont placés sous différents régimes de protection sur ce continent, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR, 2023).

4. Selon leur profil socioéconomique, leur appartenance ethnique et leur catégorie d'âge, hommes et femmes ont été diversement touchés par la superposition de ces crises. La pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine ont creusé les inégalités existantes, la majorité des personnes pauvres en Ukraine étant des femmes âgées et des mères célibataires. Ces disparités liées au genre s'entrecroisent avec d'autres dimensions sociales qui influent sur la vulnérabilité de certains groupes, notamment la population Rom, les mineurs non accompagnés, les personnes vivant avec un handicap, les femmes en milieu rural, les personnes déplacées et en zones de conflit, et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes. Le sous-emploi est plus fréquent chez les femmes que chez les hommes, ce qui engendre l'adoption de mécanismes de survie dangereux et une vulnérabilité accrue et expose les femmes à différentes formes de préjudices et d'abus, comme la traite des êtres humains, l'exploitation par le travail et les violences fondées sur le genre, notamment l'exploitation sexuelle.

5. À la lumière des données les plus récentes (2019-2021), la région Europe et Asie centrale affiche une faible prévalence de la sous-alimentation (moins de 2,5 pour cent) et de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (12,4 pour cent), malgré certaines variations intrarégionales (FAO *et al.*, 2023) (voir le Tableau 1). De même, en 2020, on observait une faible prévalence du retard de croissance (7,3 pour cent) et de l'émaciation (1,9 pour cent) chez les enfants de moins de 5 ans dans la région. Cependant, toujours pour les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de la surcharge pondérale y était plus élevée que la moyenne mondiale (7,1 pour cent contre 5,7 pour cent en 2020). La prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans (17,4 pour cent en 2019) est inférieure à la moyenne mondiale, établie à 29,9 pour cent, mais les estimations régionales n'ont pas changé depuis près de 20 ans. En revanche, l'obésité chez les adultes progresse dans toutes les sous-régions et tous les pays de la région depuis deux décennies; elle dépasse nettement la moyenne mondiale (23,3 pour cent contre 13,1 pour cent en 2016, dernière année pour laquelle des données sont disponibles).

Tableau 1. Prévalence de l'insécurité alimentaire.

	Insécurité alimentaire modérée ou grave (%)			
	2014	2019	2020	2021
Europe et Asie centrale	10,6	9,8	11,3	12,4
Caucase	14,0	16,0	16,7	16,9
Asie centrale	8,5	13,2	17,9	20,2
Communauté d'États indépendants, Europe et Ukraine	8,5	8,9	10,3	10,2
UE des 27 et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	8,7	6,0	6,2	6,6
Balkans occidentaux	16,2	14,7	17,6	19,8

Source: Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2023. Europe and Central Asia – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022 (Europe et Asie centrale – Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition 2022). <https://doi.org/10.4060/cc2571en>.

6. Les multiples crises ont provoqué un ralentissement généralisé de la croissance économique mondiale, qui s'est établie à 3,5 pour cent en 2022 (contre 6 pour cent en 2021) et devrait descendre à 3 pour cent en 2023 et 2024, d'après les données du Fonds monétaire international (IMF, 2023). Dans la

région Europe et Asie centrale, la croissance s'est brusquement ralentie, puisqu'elle est passée de 7,1 pour cent en 2021 à 1,2 pour cent en 2022, sous l'effet de la contraction de l'économie en Fédération de Russie (2,1 pour cent), d'une forte récession en Ukraine et d'un ralentissement important en Türkiye (Izvorski *et al.*, 2023). En 2023, la région Europe et Asie centrale devrait connaître une croissance modérée (2,4 pour cent).

II. Conséquences des multiples crises touchant l'Europe et l'Asie centrale

7. Dans la région Europe et Asie centrale, l'apparition de la pandémie en 2020 et le déclenchement de la guerre en Ukraine au début de l'année 2022 ont fait grimper les prix de certains produits alimentaires et intrants agricoles essentiels, en particulier les céréales, les huiles végétales, les aliments pour animaux, l'énergie et les engrais, même si beaucoup de ces produits ont vu leurs prix baisser depuis lors. Cette poussée inflationniste, associée à un resserrement du crédit, a posé aux groupes vulnérables de sérieuses difficultés d'accès aux aliments nutritifs qui font partie d'une alimentation saine. La Fédération de Russie et l'Ukraine sont des acteurs majeurs du commerce mondial de céréales et de graines oléagineuses. Au cours des premiers mois de la guerre en Ukraine, les échanges commerciaux et la logistique dans la région de la mer Noire ont été gravement perturbés par le blocus des ports maritimes ukrainiens, ce qui a également contribué à l'augmentation des prix des denrées alimentaires en 2022. Les prix ont aussi connu des pics de volatilité à la mi-juillet 2023 après que la Fédération de Russie s'est retirée de l'Initiative céréalière de la mer Noire.

Conséquences sur les prix des marchés alimentaires et sur le commerce

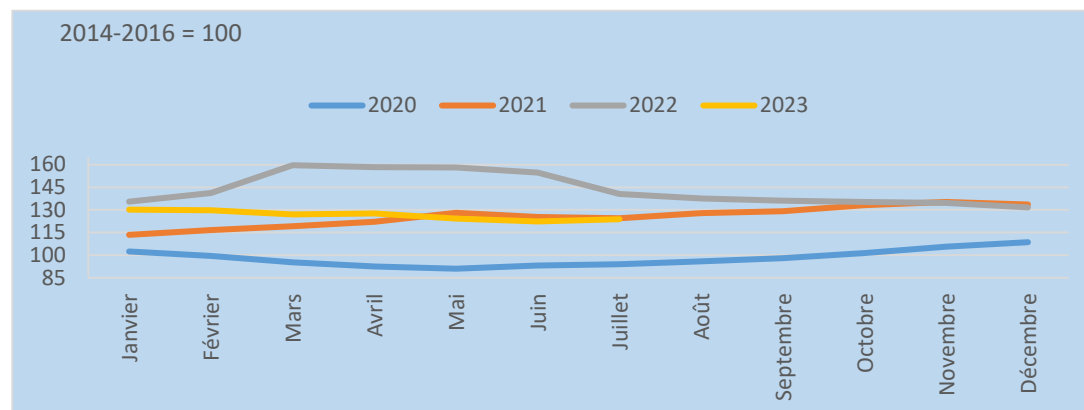
8. La Fédération de Russie, la Türkiye, l'Ukraine et les Nations Unies² ont signé l'Initiative relative à la sécurité du transport des céréales et des denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, dite Initiative céréalière de la mer Noire, le 22 juillet 2022, à Istanbul. Cette initiative a permis de reprendre les exportations en partance de trois ports ukrainiens de la mer Noire (Pivdennyi, Chornomorsk et Odessa) et les exportations d'engrais, en particulier d'ammoniac, depuis la Fédération de Russie (FAO, 2023i). Dans le cadre des mesures prises par l'Union européenne face à la guerre en Ukraine, les corridors de solidarité Union européenne-Ukraine ont été établis le 12 mai 2022, ce qui a ouvert des voies d'acheminement indispensables pour les exportations agricoles en provenance d'Ukraine via les territoires de l'Union européenne ainsi que pour l'importation d'autres produits. Les mesures commerciales autonomes pour l'Ukraine, en vigueur depuis le 4 juin 2022, ont permis de suspendre tous les droits à l'importation sur un nombre limité d'exportations ukrainiennes (blé, maïs, colza et graine de tournesol) vers l'Union européenne (European Commission, 2023). Les corridors de solidarité et les mesures commerciales autonomes ont aidé l'Ukraine à préserver certains flux commerciaux de son territoire vers l'Union européenne et à conserver sa position commerciale par rapport au reste du monde en 2022. Les produits agricoles visés sont mis en libre pratique dans tous les États membres de l'Union européenne hormis la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie, afin de protéger les marchés intérieurs de ces pays d'une offre excédentaire et d'une chute des prix à la production. Ils peuvent circuler dans ces cinq pays, ou transiter via ceux-ci, sous le régime de transit douanier commun ou être expédiés dans un pays ou territoire situé en dehors de l'Union européenne.

9. Les initiatives internationales, comme l'Initiative céréalière de la mer Noire et les corridors de solidarité entre l'Union européenne et l'Ukraine, ont permis de faire baisser les prix mondiaux des denrées alimentaires. Les prix des céréales ont commencé à diminuer sur les marchés mondiaux en août 2022 grâce à l'amélioration des perspectives de production au Canada, en Fédération de Russie et aux États-Unis d'Amérique. Pour autant, les prix mondiaux restent élevés par rapport à leurs niveaux historiques. Le 17 juillet 2023, la Fédération de Russie n'a pas accepté de prolonger l'accord sur l'Initiative céréalière de la mer Noire.

² D'après la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

10. En juillet 2023, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires était inférieur de 11,8 pour cent à sa valeur du mois de juillet 2022, quoiqu'il ait progressé de 1,3 pour cent par rapport au mois précédent (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Cette hausse mensuelle s'explique par une forte remontée de l'indice des prix des huiles végétales, qui a été partiellement compensée par des baisses des indices des prix du sucre, des céréales, des produits laitiers et de la viande.

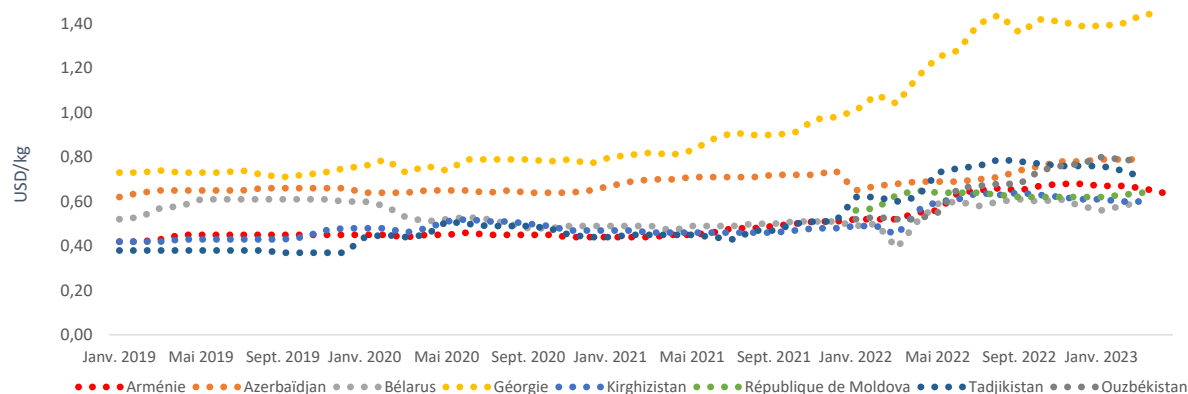
Figure 2. Indice FAO des prix des produits alimentaires, 2020-2023.



Source: **FAO**. 2023. *Indice FAO des prix des produits alimentaires*. Dans: *Situation alimentaire mondiale*. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>.

Dans la plupart des pays dépendant des importations, qui ont fait l'objet d'un suivi dans la région Europe et Asie centrale, les prix nationaux des denrées alimentaires ont eux aussi baissé à partir de la mi-2022. Cela dit, en mars 2023, les prix nationaux moyens de la farine de blé restaient nettement supérieurs à leur niveau d'avant la guerre en Ukraine. Les plus fortes hausses de prix depuis janvier 2022 ont été enregistrées en Ouzbékistan (50 pour cent) et en Géorgie (43 pour cent), tandis que la plus modeste augmentation a été mesurée en République de Moldova, où elle atteint 14 pour cent (figure 3). En Asie centrale, les prix des denrées alimentaires étaient déjà en hausse avant la guerre, selon les chiffres de la Banque mondiale (World Bank, 2022). Dans cette sous-région, entre mars et juin 2022, l'évolution des prix sur les marchés nationaux était similaire à celle observée sur les marchés internationaux, en particulier pour certains produits alimentaires en provenance de la Fédération de Russie (farine de blé, sucre et huile de tournesol), une situation qui s'expliquait par les flambées des prix et par les effets inflationnistes des restrictions à l'exportation imposées par le Kazakhstan et la Fédération de Russie.

Figure 3. Évolution des prix de la farine de blé en Europe et en Asie centrale, 2019-2023.

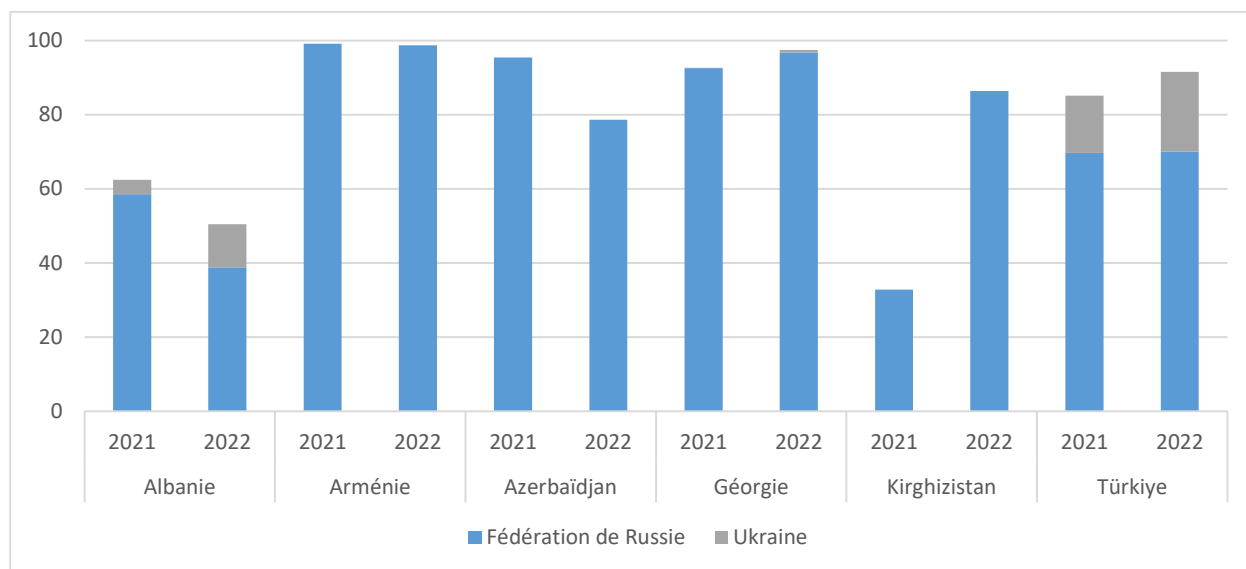


Source: **FAO**. 2023. *Outil FPMA V4*. In: *Outil de suivi et d'analyse des prix alimentaires (FPMA)*. <https://fpma.fao.org/gIEWS/fpmat4/#/dashboard/tool/domestic>.

Note: Le graphique présente les prix moyens nationaux de la farine de blé, exprimés en USD.

11. Les pays de la région Europe et Asie centrale, en particulier ceux d'Asie centrale et du Caucase, dépendent fortement des importations de produits alimentaires et d'intrants agricoles essentiels, surtout d'engrais, en provenance de la Fédération de Russie et, dans une moindre mesure, de l'Ukraine, en raison principalement de leur proximité géographique (figure 4). Le blé et ses produits dérivés, notamment, sont des ingrédients importants de l'alimentation traditionnelle des populations de la région, et ils proviennent principalement de la Fédération de Russie. En 2022, au Kirghizistan, la part des importations de blé provenant de la Fédération de Russie a sensiblement augmenté, alors qu'elle a baissé en Albanie et en Azerbaïdjan. La part de marché des pays partenaires n'a pas beaucoup évolué dans la majorité des autres pays.

Figure 4. Part des importations de farine de blé en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine parmi les importateurs nets en Europe et en Asie centrale, 2021 et 2022.



Source: Calculs effectués par la FAO à partir d'informations tirées de **Trade Data Monitor**, 2023. Trade Data Monitor. <https://www.tradedatamonitor.com/fr>.

Note: Les données concernent la farine de blé, la farine de blé et de méteil ou la farine de méteil. En Türkiye, certaines importations de céréales relèvent d'un régime spécial de transformation à des fins de réexportation.

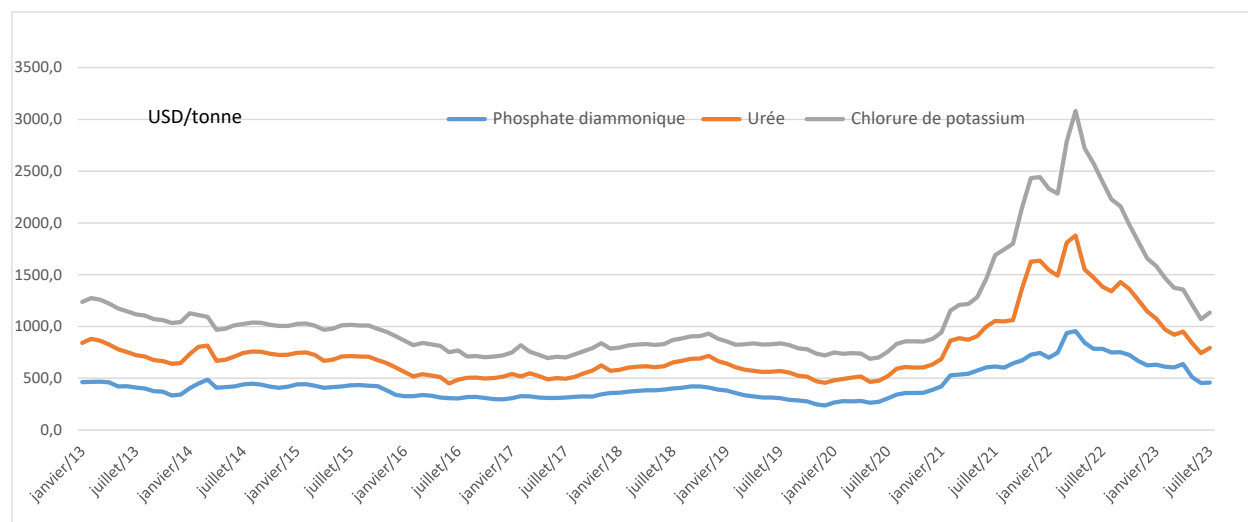
12. Dans le cadre de leurs efforts de protection des marchés alimentaires nationaux, certains États ont mis en place des restrictions commerciales ponctuelles qui ont entravé les routes commerciales et aggravé la situation. En 2022, 32 pays ont imposé 77 restrictions à l'exportation prenant la forme d'exigences de licences d'exportation, de taxes ou de droits de douane à l'exportation, d'interdictions absolues d'exportation ou d'une combinaison de mesures (Glauber and Laborde, 2022). Ces restrictions s'appliquaient surtout aux produits les plus touchés par la guerre en Ukraine, comme le blé, les céréales fourragères et les huiles végétales. En 2022, à l'échelle mondiale, 19 pays, dont 11 en Europe et Asie centrale, ont instauré des interdictions d'exportation de denrées alimentaires. En outre, 6 pays ou territoires, dont 3 (le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine) de la région Europe et Asie centrale, ont mis en place des restrictions à l'exportation sous la forme d'exigences de licences d'exportation ou de taxes à l'exportation. Ces mesures sont désormais inactives, d'après les données de l'outil de suivi de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) (IFPRI, 2023). À l'heure actuelle, 19 pays, dont 6 d'Europe et d'Asie centrale³, totalisent 54 interdictions actives d'exportation de denrées alimentaires, et 7 pays ont imposé 40 mesures de limitation des exportations de denrées alimentaires jusqu'à la fin de l'année 2023. La Chine, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont décrété des interdictions et/ou des restrictions à l'exportation d'engrais qui seront aussi en vigueur jusqu'en fin 2023.

³ Il s'agit des pays ou territoires suivants: Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Kosovo, Serbie et Türkiye. Les références au Kosovo dans le présent document s'entendent au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Conséquences sur l'agriculture et l'élevage

13. Les carburants et les engrais sont des intrants essentiels aux activités agricoles. Les prix des engrais sont en hausse depuis 2021 sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs (FAO, 2022c), notamment la flambée des prix de gros du gaz (un facteur particulièrement important pour les engrais azotés), les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'augmentation de la demande. Les prix des engrais ont atteint des niveaux record en 2021 et au premier semestre 2022⁴. L'envolée des prix des engrais et d'autres produits dont la fabrication nécessite beaucoup d'énergie a accru les coûts de production en 2022, ce qui a eu pour effet de limiter les capacités de production des agriculteurs, lesquels ont eu peine à maintenir ou à augmenter leurs bénéfices. Au premier semestre 2023, les prix des engrais sont restés bien supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie (Figure 5). La dynamique du marché des intrants et les restrictions commerciales vont continuer à peser sur les marchés des engrais, ce qui pourrait freiner la reprise de l'offre et de la demande en 2023.

Figure 5. Évolution mensuelle du prix des engrais, 2013-2023.



Source: **Banque mondiale**. 2023. Monthly prices (Prix mensuels). In: *Commodity Markets (Marchés des produits)*. [Consulté le 2 août 2023]. <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>.

Note: Les séries mensuelles sont exprimées en USD nominaux.

14. En 2022, la sécheresse a lourdement pesé sur la récolte céréalière en République de Moldova. Ceci a aggravé la situation des agriculteurs qui avaient engagé de fortes dépenses pendant la saison des semis en raison des prix élevés des intrants agricoles. En Ukraine, la guerre a endommagé les infrastructures générales et agricoles et a entravé les activités agricoles à différents égards. Les surfaces agricoles situées à proximité de la ligne de front active qui ont été minées (zones militaires désignées) n'étaient plus adaptées à la production agricole, tandis que les zones perdues au profit des forces russes ont réduit l'accès des agriculteurs aux terres cultivables. Sur l'ensemble de l'année qui s'est écoulée depuis le début de la guerre, les dommages subis par le secteur agricole en Ukraine sont estimés à 8,7 milliards d'USD et les pertes à 31,5 milliards d'USD (World Bank *et al.*, 2023)⁵. On peut vraisemblablement revoir à la hausse ces estimations, car la guerre a causé de nouveaux dégâts depuis juin 2023. Les puissants tremblements de terre survenus en Türkiye

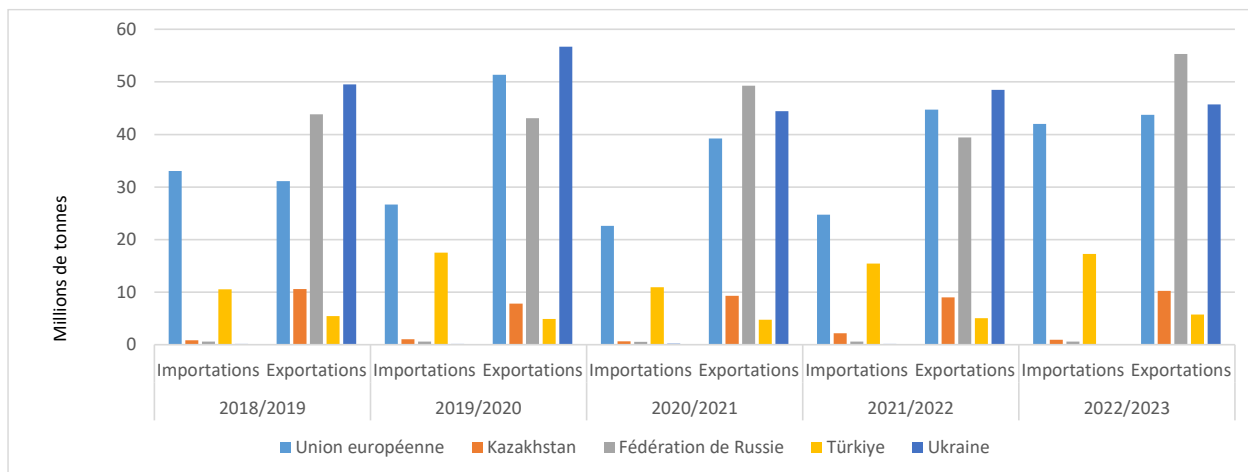
⁴ En 2021, la Fédération de Russie, l'un des principaux pays exportateurs d'engrais (engrais azotés, potassium et phosphore), a introduit des mesures restrictives sur les exportations d'engrais (au moyen de taxes à l'exportation, d'exigences de licences et d'interdictions formelles). Les sanctions imposées au Bélarus, qui compte parmi les grands fournisseurs mondiaux de potasse, constituent un autre facteur ayant favorisé l'augmentation du prix des engrais. La hausse de la demande en 2021 (en raison des prix plus élevés des récoltes), l'augmentation des tarifs du fret en vrac et par conteneur occasionnée par la pandémie de covid-19 ainsi que les perturbations liées aux conditions météorologiques qui ont freiné la production d'énergies renouvelables sont autant d'éléments ayant aussi contribué à l'augmentation des prix des engrais (FAO, 2022c).

⁵ Les dommages englobent la destruction partielle ou totale des machines et du matériel, des équipements de stockage, du bétail, des ressources de la pêche et de l'aquaculture et des cultures pérennes, ainsi que les vols d'intrants et de produits. Les pertes liées à la guerre comprennent le manque à gagner des agriculteurs dû à la baisse ou la perte de production (cultures non récoltées, par exemple), la diminution des prix à la production (en raison des perturbations dans la chaîne logistique des exportations), la hausse des coûts de production agricole (engrais et carburants, par exemple), le coût de la remise en culture des terres sinistrées après le repérage, le déminage et la remise à disposition des terres, ainsi que l'interruption des activités de pêche (World Bank *et al.*, 2023).

au début de l'année 2023 ont eu un lourd bilan humain et ont fortement endommagé les infrastructures, y compris les moyens de production agricoles. Les dommages se chiffrent à 1,3 milliard d'USD et les pertes à 5,1 milliards d'USD, selon les estimations de la République de Türkiye (Republic of Türkiye, 2023)⁶.

15. La FAO suit en permanence l'évolution de la situation sur les marchés des produits. En juin 2023, la FAO a estimé que la production mondiale de céréales augmenterait de 1,1 pour cent par rapport à 2022 et s'établirait en 2023 à un niveau record de 2 819 millions de tonnes. Cela s'explique par de meilleures perspectives pour la production de blé, même si celles-ci sont inférieures au sommet atteint en 2022 (FAO, 2023g). Dans certaines régions d'Europe, les conditions météorologiques ont été favorables au développement végétatif, même si les vagues de chaleur dans le sud limiteront la récolte des cultures plantées au printemps. En Asie centrale, le temps sec persiste, notamment dans des régions déjà touchées par la sécheresse. Les pays de cette sous-région, à l'exception du Kazakhstan, jouent certes un rôle limité dans le commerce mondial, mais ils pourraient être à l'origine de problèmes de disponibilités alimentaires au niveau national. Parallèlement, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont semé moins de blé et de maïs. Néanmoins, la récolte exceptionnelle de 2022 dans la Fédération de Russie et les stocks de report importants devraient avoir des répercussions nettes minimales sur le commerce transfrontières. Concernant la production céréalière totale de l'Ukraine en 2023, qui est estimée à 47,8 millions de tonnes, les prévisions font état d'une baisse de plus de 30 pour cent par rapport au niveau moyen des cinq dernières années (FAO, 2023h).

Figure 6. Importations et exportations totales de céréales: principaux exportateurs en Europe et en Asie centrale



Source: FAO. 2023. Market Database (Base de données sur les marchés). In: AMIS Agricultural Market Information System (AMIS – Système d'information sur les marchés agricoles). <https://app.amis-outlook.org/#/market-database/custom-query>.

Note: Les volumes totaux de céréales comprennent les céréales secondaires, le maïs, le soja, le riz et le blé.

16. Si les consommateurs se réjouissent des baisses des prix alimentaires, la perspective d'une diminution des prix des aliments consécutive aux abondantes récoltes prévues risque d'être une source d'inquiétude pour les agriculteurs qui ont payé cher leurs intrants en 2022.

17. La région est actuellement menacée par un risque important de propagation et d'introduction de maladies animales transfrontières, telles que la peste porcine africaine, la grippe aviaire, la dermatose nodulaire contagieuse, la peste des petits ruminants et la fièvre aphteuse, qui s'explique avant tout par l'absence de régulation des déplacements d'animaux à l'intérieur des pays et par-delà leurs frontières. En outre, les zoonoses telles que la brucellose, l'échinococcose, l'anthrax et la rage demeurent une préoccupation pour les éleveurs et la santé publique, malgré leur présence dans la région depuis plusieurs décennies.

⁶ Le coût des dommages correspond au coût de remplacement ou de réparation des biens matériels et des stocks totalement ou partiellement détruits, notamment les infrastructures agricoles, le bétail et les récoltes. Les pertes du secteur correspondent aux incidences des dommages sur les plans économique et productif, comme la réduction des disponibilités alimentaires et l'augmentation des prix des denrées alimentaires du fait de la perte des récoltes stockées (Republic of Türkiye, 2023).

18. En plus de ces maladies, l'élevage de bétail dans la région est aussi menacé par les coûts grandissants des aliments pour animaux, en particulier dans les pays d'Asie centrale. Cette situation se traduit par une chute des marges bénéficiaires pour les agriculteurs et elle pourrait restreindre tant la disponibilité des aliments d'origine animale que l'accès à ces derniers. Aux problèmes du coût élevé des aliments pour animaux viennent s'ajouter les effets du changement climatique et du surpâturage dans les terrains de parcours, qui sont essentiels pour l'élevage des bovins et des petits ruminants. En outre, les pratiques d'alimentation, comme d'autres pratiques d'élevage, sont inefficaces et obsolètes. Ces problèmes concernent également les infrastructures, la gestion des pâturages, la génétique et l'accès aux connaissances les plus récentes.

Conséquences sur les ménages vulnérables

19. La flambée de l'inflation en 2022, associée à un resserrement du crédit, a grandement freiné l'accès des personnes vulnérables aux aliments nutritifs qui font partie d'une alimentation saine. Le coût moyen d'une alimentation saine dans la région Europe et Asie centrale a crû de 3,3 pour cent entre 2019 et 2020, pour s'établir à 3,14 USD. Cela tient à la brusque augmentation des prix à la consommation des produits alimentaires dans le contexte des répercussions économiques globales de la pandémie de covid-19. Les populations et les personnes vulnérables, dont font souvent partie les retraités, ont été les plus durement touchées par la montée des prix compte tenu de leur faible pouvoir d'achat.

20. Ces crises simultanées ont grevé les budgets des ménages, en particulier des plus pauvres, qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation, à l'énergie et à d'autres produits de première nécessité. Nombre de ménages proches du seuil de pauvreté sont également parmi les plus vulnérables. Les multiples crises risquent de creuser encore les inégalités, notamment celles entre les femmes et les hommes. Elles auront donc des répercussions importantes sur la diversité alimentaire et l'accès à une alimentation saine parmi les populations les plus fragiles, ce qui se répercutera à terme sur les niveaux de pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition.

21. On remarque avec intérêt que les effets attendus ne se sont pas tous concrétisés comme on l'avait envisagé. Par exemple, les préoccupations que suscitaient, dans un premier temps, les envois de fonds de la Fédération de Russie vers l'Arménie, l'Asie centrale, la Géorgie et la République de Moldova se sont dissipées. Grâce à l'afflux sur leur territoire de travailleurs indépendants et de professionnels du monde des affaires touchés par les sanctions internationales contre la Fédération de Russie, les pays voisins qui sont l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont bénéficié d'un accroissement des flux de capitaux en provenance de la Fédération de Russie (Usov, 2022). Dans le même temps, l'arrivée massive de Russes a également fait grimper les loyers dans l'immobilier, ceux-ci devenant souvent inabordables pour la population locale, et a contribué à faire monter le coût de la vie dans les pays susmentionnés.

Réponses des pouvoirs publics

22. Les États de la région ont réagi à la crise du coût de la vie par une série de mesures. Elles visaient principalement à élargir l'assistance sociale et les subventions, notamment pour les prix de l'énergie, de l'électricité et du gaz naturel et pour le contrôle des prix. Ces subventions s'adressaient aussi bien aux ménages qu'aux entreprises.

23. En janvier 2023, lors d'une première consultation organisée à distance par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale avec des représentants des pouvoirs publics, de nombreux pays⁷ ont reconnu que la hausse du coût de la vie posait des problèmes de sécurité alimentaire. La plupart des pays de la région ont atténué les risques pesant sur les disponibilités alimentaires en apportant un soutien à la production primaire, via diverses mesures de soutien agricoles et commerciales. En plus des mesures susmentionnées, les participants ont déclaré qu'ils mettaient en œuvre d'autres interventions, notamment des réductions d'impôt, des restrictions commerciales (importations), des limitations en matière d'exportation, des révisions et des plans de valorisation des pensions, des compensations en espèces, des mesures de soutien direct aux agriculteurs en espèces et en intrants agricoles, et le développement des

⁷ Il s'agit des pays suivants: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Macédoine du Nord, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie, Tadjikistan et Türkiye.

partenariats commerciaux. Malgré ces actions, les pays ont demandé à la FAO de les aider à collecter des données et des informations qui, lorsqu'elles font défaut, constituent selon eux l'un des principaux freins à la mise en place de mesures rapides, efficaces et fondées sur des éléments factuels.

III. Riposte de la FAO face aux multiples crises touchant l'Europe et l'Asie centrale

24. Le programme de travail de la FAO pour la région Europe et Asie centrale pour l'exercice biennal 2022-2023 vise à mettre en œuvre le Cadre stratégique 2022-2031 de l'Organisation, le Plan à moyen terme 2022-2025 et le Programme de travail et budget 2022-2023, en s'appuyant pour ce faire sur les compétences techniques du personnel de la FAO au siège de l'Organisation à Rome ainsi que dans les bureaux régionaux et sous-régionaux et les bureaux de pays, dans le cadre d'une démarche fondée sur l'unité d'action. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale se consacre à quatre priorités régionales axées sur la réalisation des objectifs à moyen terme (résultantes) fixés pour 2022-2025 et la contribution concrète aux cibles des objectifs de développement durable (ODD), conformément aux aspirations de l'Organisation énoncées dans son Cadre stratégique et aux priorités régionales. Les priorités régionales sont les suivantes:

- priorité régionale 1: articuler des politiques bien conçues, promouvoir l'innovation numérique et faciliter la transformation rurale en faisant une large place aux petits agriculteurs et aux jeunes;
- priorité régionale 2: transformer les systèmes alimentaires et favoriser l'ouverture à de nouveaux marchés grâce à l'harmonisation des règles relatives à la sécurité sanitaire des aliments et des politiques commerciales, sanitaires et phytosanitaires afin d'honorer les engagements vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de promouvoir le développement des chaînes de valeur et l'approche «Une seule santé»;
- priorité régionale 3: promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et accroître la résilience dans l'agriculture, la foresterie et les autres secteurs fondés sur l'utilisation des terres, notamment en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets;
- priorité régionale 4: combattre l'insécurité alimentaire et faire reculer toutes les formes de malnutrition.

25. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale s'appuie sur trois initiatives régionales, qui servent de cadre programmatique et facilitent les interventions multidisciplinaires visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, en les adaptant aux contextes régionaux, sous-régionaux et nationaux. L'égalité des genres, les jeunes et l'inclusion sont des thèmes transversaux intégrés aux activités menées dans la région.

26. Pour intervenir efficacement face aux multiples crises, le Bureau régional a apporté les ajustements nécessaires à son programme de travail régional pour 2022-2023. Ces modifications portent principalement sur les produits définis au niveau régional et prévoient des mesures supplémentaires comme l'élaboration de plans à effet immédiat et à moyen et long termes destinés à atténuer les conséquences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, lesquels comprendront notamment des interventions d'urgence, une aide au relèvement et des mesures de renforcement de la résilience des systèmes alimentaires dans les pays les plus touchés de la région. En outre, le Bureau régional suit activement l'évolution de la situation en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition dans la région Europe et Asie centrale durant la crise, en s'appuyant sur ses propres données et analyses, ainsi que sur celles provenant de grands organes de presse et d'organisations internationales.

27. En 2022, le Bureau régional est parvenu à mobiliser un niveau de ressources exceptionnel, avec des contributions volontaires s'élevant à 149 millions d'USD. Ce montant a largement dépassé les niveaux de l'année précédente (49 millions d'USD en 2021). Au total, les ressources allouées à la région jusqu'en juillet 2023 se montent à 230 millions d'USD. Cinquante pour cent des fonds mobilisés sont directement liés aux répercussions de la guerre en Ukraine. Grâce à ce financement de taille, le Bureau régional a pu renforcer l'action qu'il mène pour contrer les crises et mettre en œuvre des initiatives efficaces dans la région.

28. Conscient du fait qu'un suivi et un échange d'informations continus concernant les incidences de la guerre en Ukraine sur les systèmes agroalimentaires et la sécurité alimentaire sont indispensables à des fins internes et permettent aussi d'élaborer des programmes plus efficaces et ciblés, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a mis sur pied en son sein, en mars 2022, un groupe de travail composé d'une équipe pluridisciplinaire de fonctionnaires spécialisés. Le groupe de travail a rédigé 22 notes d'information à l'intention des bureaux de la FAO situés dans la région; celles-ci abordaient divers sujets ayant trait aux effets de la guerre, notamment l'inflation du prix des aliments, les prix du marché, les importations de denrées alimentaires, les prix des engrais, le coût de la vie, les perspectives de récolte, les problématiques liées au genre et les conséquences économiques. En 2023, le groupe a élargi son champ d'action et s'est intéressé à l'environnement, aux tendances des prix du marché et aux informations actualisées fournies par les bureaux de pays sur l'incidence des crises et les besoins en matière d'information.

29. L'Organisation, par l'intermédiaire de son Centre d'investissement, a par ailleurs collaboré étroitement avec ses partenaires d'investissement que sont la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en vue de contribuer aux premières évaluations des dommages et des pertes et de prêter une assistance analytique et technique à même de favoriser l'accès des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires aux liquidités et aux financements et de limiter les répercussions des bouleversements des chaînes d'approvisionnement.

30. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a élaboré un programme de coopération technique consacré à la riposte face à la crise des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers en Europe et en Asie centrale, conformément à la demande formulée par les gouvernements lors de la 33^e session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe. Dans le cadre de ce projet, la FAO entend recenser les problèmes et élaborer des plans à effet immédiat et à moyen et long termes pour atténuer les répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire, lesquels prévoiront notamment des interventions d'urgence, une aide au relèvement et des mesures de renforcement de la résilience.

31. Face aux crises multiples qui sévissent, l'Organisation a mis au point un nouveau plan d'action régional relatif à l'égalité des genres pour la période 2023-2026 afin de veiller à ce que les principes consistant à ne laisser personne de côté et à garantir l'égalité des genres soient ancrés dans tous les programmes de travail, de sorte que ceux-ci puissent donner de meilleurs résultats.

32. La FAO a élaboré et mis en œuvre plusieurs projets visant à lutter contre les crises. Certains de ces projets contribuent au Fonds commun des Nations Unies pour les objectifs de développement durable, un fonds fiduciaire multipartite qui sert de mécanisme commun d'appui intégré aux politiques et de financement stratégique et qui est placé sous la conduite des coordonnateurs résidents des Nations Unies⁸. Dans le cadre des projets conjoints, le rôle de la FAO consistait principalement à évaluer la fiabilité des données disponibles, à déterminer les besoins en matière d'information, à assurer la diffusion de messages appropriés, à renforcer le système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition à des fins d'évaluation de l'incidence des chocs, à aider les autorités à mettre au point des interventions adaptées et, enfin, à répondre aux besoins des groupes vulnérables.

33. En outre, la FAO met actuellement en œuvre des projets d'urgence en Arménie (fourniture d'intrants aux petits exploitants les plus vulnérables qui sont touchés par les perturbations des chaînes d'approvisionnement) et en République de Moldova (deux projets visant à faire face à la sécheresse et aux répercussions de la guerre en Ukraine) pour aider les petits exploitants se trouvant dans une situation économique précaire à amortir les effets de la crise. En Bosnie-Herzégovine, la FAO a fourni une assistance à des groupes vulnérables en procédant à une distribution directe de denrées alimentaires. Après les tremblements de terre qui ont dévasté la Türkiye, la FAO est intervenue immédiatement pour préserver les moyens d'existence et veiller à ce que les communautés rurales les plus sinistrées puissent maintenir et rétablir une production alimentaire de base⁹. En collaboration avec le Ministère turc de l'agriculture et des

⁸ Les projets menés au titre du Fonds commun des Nations Unies pour les ODD auxquels participe la FAO concernent l'Albanie, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kirghizistan, la Macédoine du Nord, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, le Tadjikistan, la Türkiye et l'Ukraine.

⁹ Les interventions de la FAO consistaient notamment à fournir une aide pécuniaire, à remettre en état les infrastructures endommagées au niveau des ménages, à distribuer des produits alimentaires pour le bétail et à procurer des intrants de qualité.

forêts, la FAO a lancé un plan triennal d'intervention et de rétablissement à la suite des tremblements de terre, pour un montant de 112 millions d'USD, afin de venir en aide à 700 000 personnes vivant en milieu rural dans les 11 provinces touchées par les séismes (FAO, 2023f).

34. Les environnements urbains, caractérisés par une forte concentration de consommateurs et de marchés de détail, jouent un rôle important dans les systèmes agroalimentaires. L'urbanisation agit sur trois aspects majeurs des systèmes agroalimentaires: i) le comportement et les modes d'alimentation des consommateurs; ii) les chaînes d'approvisionnement alimentaire (logistique, transformation et vente en gros, marchés, vente au détail et commerce); iii) la production alimentaire (FAO *et al.*, 2023). Alors que l'urbanisation gagne du terrain dans la région, il convient de réfléchir aux possibilités qu'offrent les systèmes alimentaires urbains pour mettre en place des solutions locales plus durables et plus résilientes face aux crises multiples. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale procédera à des évaluations des systèmes alimentaires urbains dans certaines villes de la région afin de déterminer les domaines de travail prioritaires et de répertorier les initiatives qui abordent de manière efficace les enjeux liés à ce type de systèmes. Parmi les actions qu'elle met en œuvre dans la région en vue d'améliorer la résilience des environnements urbains, la FAO s'emploie notamment à renforcer les liens entre zones rurales et zones urbaines en améliorant la production locale et en facilitant l'accès des producteurs locaux aux marchés, à enrichir les connaissances des consommateurs et à promouvoir des environnements alimentaires sains, à réduire les pertes et le gaspillage de nourriture et à encourager l'innovation et l'adoption de technologies vertes dans les systèmes agroalimentaires et d'infrastructures respectueuses de l'environnement.

Intervention de la FAO en Ukraine

36. Lorsque la guerre a éclaté en Ukraine, au début de l'année 2022, la FAO a établi un bureau de projet et mis en place un programme d'intervention rapide et des opérations d'urgence dans le pays dans le but de soutenir les agriculteurs à la tête d'une petite ou moyenne exploitation (FAO, 2022a). La mise en œuvre de ce programme et de ces opérations fait fond sur l'expertise du Bureau régional de la FAO et s'effectue en coopération étroite avec le Bureau des urgences et de la résilience, situé au siège de l'Organisation. L'agriculture joue un rôle de premier plan dans l'économie ukrainienne, et le secteur contribue de manière essentielle à préserver la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans tout le pays – en particulier le secteur de la petite agriculture, dont la part dans la production agricole brute de l'Ukraine s'élève à 41 pour cent (FAO, 2022a). Les interventions agricoles en situation d'urgence et de crise ont des retombées énormes sur les disponibilités alimentaires, la nutrition et les mouvements de population, et contribuent ainsi à diminuer sensiblement d'autres coûts humanitaires.

37. De mars à décembre 2022, les interventions rapides menées par la FAO avaient pour but de permettre le respect des échéances essentielles du calendrier agricole pour les opérations de production, de récolte et de stockage et d'assurer le bon fonctionnement des marchés et l'accès des populations vulnérables à ceux-ci (FAO, 2022a). Il est primordial d'assurer un accès en toute sécurité aux champs et de fournir un appui adéquat aux activités agricoles pour garantir des récoltes fructueuses et la sécurité alimentaire nationale en Ukraine ainsi qu'une contribution adéquate à l'équilibre alimentaire mondial. La FAO a mobilisé des ressources à hauteur de 118 millions d'USD pour soutenir la réalisation de projets en Ukraine pendant la période 2022-2023 dans le contexte de la guerre qui y sévit actuellement.

38. Le programme, qui visait à prêter assistance à près d'un million de ruraux, consistait notamment à préserver les systèmes de production alimentaire essentiels, à renforcer les filières d'approvisionnement agroalimentaire, les chaînes de valeur et les marchés et à mettre au point une analyse factuelle de l'évolution de la situation en matière de sécurité alimentaire et des conséquences de la guerre sur les populations rurales. Parallèlement, la stratégie d'aide au stockage des céréales établie par la FAO avait pour objectif de combler 25 pour cent du déficit auquel le pays était confronté dans ce domaine, grâce à des solutions de stockage aussi bien temporaires que durables.

39. Jusqu'en décembre 2023, le programme d'intervention de la FAO visera à rétablir les systèmes alimentaires et à maintenir la sécurité alimentaire en Ukraine (FAO, 2023d). Sa mise en œuvre requiert un financement global de 205 millions d'USD.

40. Le programme s'articule autour de trois piliers, chacun ciblant des groupes prioritaires différents¹⁰:
- pilier 1: répondre aux besoins urgents des communautés rurales et assurer le bon déroulement des campagnes agricoles à venir;
 - pilier 2: rétablir la production agricole et les chaînes de valeur critiques;
 - pilier 3: contribuer au fonctionnement continu des systèmes alimentaires productifs et à la sécurité alimentaire aux niveaux local, national et mondial.

41. Outre son programme d'intervention rapide, la FAO met en œuvre des programmes d'investissement en Ukraine. À la mi-janvier 2023, elle a lancé un programme de soutien à l'investissement ciblant les petites exploitations à vocation commerciale et les entreprises agricoles de petite et moyenne taille. Le programme prévoit deux interventions étroitement liées: un mécanisme d'aide à l'investissement, qui octroie des subventions en espèces aux bénéficiaires éligibles sur la base d'un partage des coûts; et une assistance technique avant et après l'investissement. Les aides à l'investissement permettent aux agriculteurs de stabiliser, de diversifier et d'accroître leur production, ce qui a pour effet d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation économique au niveau national. Grâce aux investissements réalisés avec d'autres acteurs du secteur agricole, il est possible de débloquer les chaînes d'approvisionnement, de restructurer les infrastructures logistiques et de renforcer les marchés.

42. Le Centre d'investissement de la FAO a continué de prêter appui aux institutions financières partenaires, à savoir la Banque mondiale et la BERD, dans le cadre des activités qu'elles mènent en Ukraine pour la reconstruction et le relèvement du pays. La FAO a apporté son concours au nouveau projet de la Banque mondiale consacré au redressement du secteur agricole et aux opérations d'urgence en Ukraine (avec un financement provisoire de 700 millions d'USD), et fourni une assistance analytique et technique aux opérations conduites par la BERD dans les secteurs de l'élevage, des céréales, des graines oléagineuses et d'autres agro-industries du pays (d'une valeur totale d'environ 160 millions d'USD), l'accent étant mis sur la biosécurité agricole, le recours aux antimicrobiens et l'analyse du marché aux fins d'une prise de décisions éclairées en matière de politiques.

Évaluations et études de la FAO

42. La FAO a réalisé plusieurs évaluations, effectué des études et élaboré des produits d'information concernant les répercussions des multiples crises sur l'agriculture, les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région Europe et Asie centrale.

43. En 2022, le bureau de la FAO en Arménie a rédigé une brève analyse des effets exercés par la guerre en Ukraine et les sanctions économiques sur le système alimentaire du pays, en faisant porter son évaluation sur les principales composantes de son système alimentaire qui ont trait au commerce (blé, engrais et volaille). Le document comprend un certain nombre de recommandations applicables aux domaines nécessitant une éventuelle intervention d'urgence, et recense de possibles projets de coopération en matière de développement.

44. Le bureau de la FAO au Tadjikistan a évalué la mise en œuvre dans le pays du Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 pour mesurer son efficacité et déterminer la contribution de la FAO à l'atténuation des effets de la pandémie et à l'évaluation des premiers progrès accomplis en matière de redressement. Sur le fond, l'évaluation couvre les interventions menées par l'Organisation au Tadjikistan (à partir de mars 2020) qui ont inspiré la conception du programme, ainsi que celles qui en découlent directement (jusqu'en décembre 2021).

45. En avril 2022, le bureau de la FAO en Géorgie a procédé à l'évaluation des conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine sur la Géorgie et a formulé des recommandations visant à contrecarrer les risques pesant sur la sécurité alimentaire. En juillet 2022, le bureau, en collaboration avec

¹⁰ Les groupes prioritaires comprennent principalement les ménages des zones rurales touchées par le conflit (pilier 1); les producteurs de petite à moyenne envergure, notamment dans les zones de nouveau accessibles (pilier 2); et les autorités nationales, les associations paysannes locales et les fournisseurs de services techniques essentiels (pilier 3).

d'autres organismes des Nations Unies, a lancé un programme conjoint visant à renforcer la résilience du pays dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie, afin qu'il puisse mieux gérer les crises dans ces deux secteurs et mieux protéger les moyens d'existence des populations les plus vulnérables. Dans le cadre de cette initiative, il a été procédé à un examen rapide des outils de collecte et d'analyse de données utilisés pour le suivi des cultures.

46. En octobre 2022, la FAO a mené une mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire dans le pays pour étudier les incidences de la sécheresse sur les récoltes de l'année 2022 et anticiper les besoins d'importation du pays jusqu'à la prochaine récolte en 2023 (FAO, 2022b). L'étude a également permis de recenser les besoins en matière d'appui à apporter au secteur ainsi que les besoins à moyen terme concernant le renforcement de la résilience agricole. En 2023, en République de Moldova, le bureau de la FAO a élaboré une étude sur l'importation de céréales et son incidence sur la compétitivité des producteurs agricoles locaux. L'étude consistait à analyser les possibilités d'atténuer les effets néfastes et à déterminer les niveaux de compensation à prévoir pour les agriculteurs vulnérables.

47. En décembre 2022, la FAO a publié une étude de l'incidence de la guerre sur l'agriculture et les moyens d'existence ruraux en Ukraine, qui faisait fond sur l'enquête auprès des ménages ruraux menée dans l'ensemble du pays (FAO, 2022d). Selon les résultats de l'étude, la guerre a entraîné une baisse de la production agricole et alimentaire, qui s'est accompagnée d'une diminution de la disponibilité et d'une hausse des prix des intrants agricoles essentiels (semences, engrais, pesticides, matériel, carburant, aliments pour animaux et médicaments vétérinaires) ainsi que de problèmes causés par le dysfonctionnement des chaînes d'approvisionnement (vente en gros, distribution et vente au détail) et des réseaux de fourniture d'intrants.

48. En mars 2023, la FAO a participé à une évaluation préliminaire des répercussions des tremblements de terre survenus en Türkiye, menée par les autorités nationales. Dans la foulée, l'Organisation a mis au point quatre projets d'intervention d'urgence, qui comprenaient des évaluations réalisées au niveau micro. Elle a dirigé une analyse de la filière du blé en Türkiye dans le cadre d'une initiative conjointe aux côtés du PAM et du FIDA et en étroite collaboration avec le Ministère turc de l'agriculture et des forêts. Cette étude a été financée par le Fonds commun des Nations Unies pour les ODD. Un diagnostic rural rapide et une évaluation de la chaîne de valeur axés sur les répercussions des tremblements de terre sont également prévus. L'évaluation visera à élaborer une feuille de route pour les zones d'intervention, afin de relancer la production laitière, la production de tomates sous serre et la pêche dans les provinces de Kahramanmaraş et de Hatay, où le tremblement de terre a causé les plus gros dégâts.

49. La FAO a aussi contribué à des activités analytiques en Albanie en vue de la rédaction d'un document d'orientation intitulé *Monitoring the impact of the Ukraine war on Albanian food and agricultural sector: results from field observations and secondary statistics* (Suivi de l'incidence de la guerre en Ukraine sur le secteur agricole et alimentaire albanais: résultats issus d'observations de terrain et de statistiques secondaires). Ce document contient des recommandations visant à résoudre les problèmes rencontrés par les agriculteurs et d'autres entreprises du secteur.

50. En 2023, le bureau de la FAO en Arménie a publié un rapport intitulé *Impact assessment of the COVID-19 pandemic in relation to food value chains in the Lori and Tavush regions* (Évaluation des effets de la pandémie de covid-19 sur les chaînes de valeur alimentaires dans les régions de Lori et de Tavush), dont l'objectif était de mieux comprendre les défis en matière de développement agricole et rural au lendemain des différentes vagues de la covid-19 (FAO, 2023c).

51. En 2023, la FAO prévoit de mener sept évaluations en Ukraine, qui seront réparties en deux grandes catégories: i) évaluations des conséquences de la guerre sur la production agricole et les moyens d'existence des ménages et des producteurs¹¹; et ii) évaluations des dommages et des pertes agricoles pour chaque secteur

¹¹Ces évaluations seront axées respectivement sur: a) l'incidence de la guerre sur les populations et les moyens d'existence en milieu rural (deuxième cycle d'évaluation après celui mené en 2022); b) l'incidence de la guerre sur les producteurs agricoles; c) les effets de la guerre sur les producteurs de cultures commerciales et les capacités de stockage; d) les moyens d'existence des populations installées dans les zones de front; et e) la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.

(aquaculture, pêche et forêts) (FAO, 2023d). Récemment, l'Organisation a publié les conclusions d'une évaluation nationale (janvier-février 2023) concernant les effets de la guerre sur les entreprises agricoles ukrainiennes (FAO, 2023e).

52. Soucieux de renforcer les capacités nationales en ce qui concerne les systèmes d'information sur les prix et les marchés et l'analyse des politiques, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a entrepris, en 2020, de mettre en œuvre un projet dans plusieurs pays de la région (Kirghizistan, Macédoine du Nord, Ouzbékistan et Tadjikistan), intitulé «Strengthen capacity in price and market information systems and policy monitoring in response to the COVID-19 pandemic and other shocks» (Renforcer les capacités en matière de systèmes d'information sur les prix et les marchés et de suivi des politiques pour faire face à la pandémie de covid-19 et à d'autres chocs). Ce projet régional vise à renforcer les capacités institutionnelles afin de combler les besoins des pays concernant, d'une part, la mise en place et la maintenance de systèmes d'information sur les marchés aux fins du développement des produits de base et des chaînes de valeur et, d'autre part, l'élaboration de stratégies politiques solides et flexibles permettant de faire face aux chocs et aux risques à court terme (comme la pandémie) et aux incertitudes des marchés à long terme.

53. Pour déterminer les répercussions de la guerre sur les réfugiés, la FAO, en tant que membre de l'équipe spéciale régionale sur les questions de genre concernant la situation des réfugiés d'Ukraine (Regional Gender Taskforce for the Ukraine Refugee Situation), a contribué à une analyse régionale rapide de la problématique du genre intitulée *Making the invisible visible: an evidence-based analysis of gender in the regional response to the war in Ukraine* (Rendre visible l'invisible: une analyse factuelle des questions de genre dans le cadre des interventions régionales face à la guerre en Ukraine). Toujours sous les auspices de l'équipe spéciale susmentionnée, la FAO, en collaboration avec ONU-Femmes, l'Organisation internationale du Travail et l'association Care International, a également élaboré un document d'orientation abordant sous le prisme du genre la question de l'accès des réfugiés aux moyens d'existence dans les pays voisins de l'Ukraine. Récemment, des produits du savoir, dont un rapport sur le genre, l'agriculture et le développement rural en Europe et en Asie centrale¹² et des évaluations par pays de l'égalité des genres, ont permis de passer en revue les données disponibles et de formuler des recommandations visant à faire face aux effets constatés. Deux notes d'information ont également été rédigées par le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, en collaboration avec la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres et le Bureau des urgences et de la résilience de l'Organisation, dans le but de sensibiliser aux incidences de la guerre liées au genre en Ukraine et dans les pays voisins et de préconiser des actions à mener pour s'attaquer aux inégalités fondées sur le genre et sur d'autres facteurs connexes.

54. Dans le cadre du Programme de coopération FAO-Banque mondiale, l'Organisation a établi deux rapports techniques sur les conséquences de la guerre en Ukraine pour le commerce des produits agroalimentaires et la sécurité alimentaire en Asie centrale¹³ et dans le Caucase du Sud. Ces deux documents ont permis à la Banque mondiale d'orienter ses nouveaux investissements dans la région. La FAO dispose d'une page web consacrée aux défis liés à la sécurité alimentaire mondiale, sur laquelle sont publiées des analyses, des informations actualisées et des renseignements concernant les différentes crises, dont la guerre en Ukraine¹⁴. On y trouve les toutes dernières actualités relatives aux interventions de la FAO, y compris des données, des analyses, des recommandations de politique générale et un aperçu des mesures prises sur le terrain.

IV. Recommandations

55. Élaborer des recommandations sur les politiques à mener pour faire face à des crises dues à divers chocs – notamment les conflits sociaux, l'inflation, les catastrophes naturelles, le changement climatique et la pandémie de covid-19 – demeure une tâche complexe en raison du caractère interdépendant de ces enjeux. Il n'est pas toujours facile de déterminer les liens de causalité, de prédire les retombées des interventions et

¹² Le rapport est accessible en ligne, à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/3/cc2763en/cc2763en.pdf> (en anglais).

¹³ Le rapport intitulé *Agrifood trade and food security in Central Asia: Possible implications of the war in Ukraine* (Commerce agroalimentaire et sécurité alimentaire en Asie centrale: implications possibles de la guerre en Ukraine) peut être consulté en anglais à l'adresse suivante: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099614301182328659/pdf/IDU099aa8f43031360476b0ba0e0c5517feb727f.pdf>.

¹⁴ La page web est accessible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/in-focus/fr>.

de prévoir les conséquences inattendues. Les intérêts divergents des parties prenantes compliquent davantage la mise au point de solutions communes et efficaces. À cela s'ajoute le fait que les crises sont en constante évolution et obligent à s'adapter rapidement malgré des informations restreintes, ce qui rend la tâche encore plus complexe pour les décideurs et les responsables de la planification. Il est essentiel de disposer de données précises et actualisées ainsi que d'outils analytiques capables de mettre en évidence les facteurs propices au développement de crises concomitantes dans les domaines alimentaire, énergétique et financier pour comprendre les dynamiques qui sont à l'œuvre et proposer des mesures adaptées. Ces données et outils seront fournis dans le cadre du Programme régional de coopération technique. Néanmoins, le secrétariat de la Commission européenne d'agriculture souhaiterait soumettre plusieurs recommandations à l'attention de ses membres.

56. Il est recommandé aux membres ce qui suit:

1) Ne pas isoler les marchés alimentaires nationaux des marchés alimentaires mondiaux:

S'il est vrai que les récentes politiques commerciales de circonstance adoptées par un certain nombre de pays et l'évolution générale du paysage commercial sont autant de bonnes raisons pour les pays d'hésiter à s'en remettre entièrement aux marchés alimentaires mondiaux pour préserver leur sécurité alimentaire nationale, celles-ci ne sauraient justifier à elles seules la quête de l'autosuffisance alimentaire. Bien au contraire, les pays doivent unir leurs efforts pour mettre au point des accords commerciaux (surtout dans la mesure où les pays de la région ne sont pas tous membres de l'OMC) qui, en cas de choc, donneront l'assurance que personne ne sera laissé pour compte et que les femmes et les groupes vulnérables jouiront des mêmes possibilités que le reste de la population. Des mesures nationales pourraient aussi être prises, à condition qu'elles s'inscrivent dans une logique de renforcement de la résilience collective. Elles pourraient notamment consister à diversifier les sources d'importation de denrées alimentaires, à constituer des réserves stratégiques, à soutenir la production agricole nationale et à mettre en place des systèmes de stockage et de distribution efficaces qui permettent de réduire les pertes de nourriture.

2) Mettre en place des interventions à caractère humanitaire et des mesures de protection sociale en faveur des groupes vulnérables de la population:

Les interventions et mesures de cette nature revêtent une importance toute particulière pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et pour les réfugiés d'Ukraine et de Türkiye, sans pour autant exclure la possibilité qu'elles puissent répondre à d'autres besoins à l'avenir. Les programmes de protection sociale doivent être élargis à toutes les personnes défavorisées en milieu urbain et rural, notamment les populations qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel, les petits exploitants agricoles, les travailleurs familiaux non rémunérés ainsi que les femmes et les jeunes en situation précaire. Il importe d'assouplir les interventions en matière de protection sociale et de renforcer la coordination et les synergies stratégiques entre les autorités chargées de la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, du développement rural et de l'agriculture pour favoriser la transition vers des pratiques plus durables et plus résilientes. Les réfugiés ukrainiens auraient ainsi la possibilité de travailler en tant qu'ouvriers agricoles dans le secteur agricole (ou dans d'autres secteurs) des pays d'accueil et de contribuer à l'amélioration de la production et de la productivité.

3) Faire en sorte que l'alimentation saine soit abordable, tout en tenant compte des enjeux de durabilité, grâce à une transformation rapide et efficace des systèmes agroalimentaires:

Il convient de mettre en place un ensemble complet de mesures et de réorienter les aides publiques dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture pour rendre l'alimentation saine plus abordable. Transférer aux consommateurs les subventions qui étaient jusqu'ici destinées aux producteurs dans le but de favoriser l'adoption d'une alimentation saine pourrait s'avérer une stratégie très prometteuse, à condition que des mesures adéquates soient prises pour promouvoir des avancées environnementales et l'équité en matière de revenus. Il faudra miser sur une collaboration multisectorielle et sur la coordination des politiques dans les systèmes alimentaires

pour réduire le coût de l'alimentation saine et la rendre plus abordable, ainsi que pour limiter les conséquences inattendues que pourrait engendrer la réorientation des aides.

4) Ne pas imposer de restrictions ponctuelles à l'exportation et diversifier les sources d'importation de denrées alimentaires:

Les restrictions ponctuelles à l'exportation perturbent le fonctionnement des marchés et nuisent à la santé des économies en général. Elles risquent de faire augmenter les prix des produits de base et d'exacerber l'insécurité alimentaire, ce qui pénalise essentiellement les personnes vulnérables dans les pays importateurs de denrées alimentaires. Face aux restrictions imposées par leurs fournisseurs habituels, les pays concernés doivent chercher à diversifier l'origine des produits alimentaires qu'ils importent, en particulier les pays de la région Europe et Asie centrale qui sont tributaires des importations. Cette stratégie réduira les risques auxquels les pays peuvent s'exposer en cas de dépendance trop forte à l'égard d'une seule source d'importation (FAO, 2021). Elle contribuera en effet à renforcer la stabilité de l'approvisionnement alimentaire, laquelle va de pair avec d'autres aspects de la sécurité alimentaire, comme l'accès équitable aux denrées alimentaires et l'utilisation des aliments. Le fait de disposer de stocks alimentaires suffisants et d'accroître la diversité de la production nationale permet aussi de renforcer la stabilité des disponibilités alimentaires, pour autant que ces mesures s'inscrivent dans le respect des engagements internationaux. En outre, cette diversification des sources d'approvisionnement alimentaire contribuera à renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires, puisque l'offre alimentaire s'en trouvera protégée contre les chocs et les crises.

5) Investir dans les infrastructures commerciales et la logistique:

Le blocus des ports de la mer Noire a montré combien il était nécessaire de simplifier, de moderniser et d'harmoniser les processus d'importation et d'exportation au sein de la région. Les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce doivent hâter l'adoption de l'Accord sur la facilitation des échanges, qui comporte des dispositions visant à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises. Ils doivent en outre miser sur le potentiel des technologies numériques. Grâce aux outils numériques d'inspection et de certification, comme la documentation électronique, la vérification en ligne et le partage de données en temps réel, les inspections peuvent être réalisées de manière plus efficace et plus rapide. Pour en bénéficier, il faudra investir dans les infrastructures informatiques et consentir des efforts considérables en vue de dématérialiser les procédures, ce qui permettra de réduire les formalités administratives, de limiter les contrôles sur place et d'améliorer la transparence des activités commerciales.

6) Accroître les investissements agricoles responsables:

Les investissements responsables sont de nature à renforcer la résilience et la productivité des secteurs agricole et alimentaire. L'accroissement de ces investissements peut stimuler la production et la productivité et améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales, qui représentent la majorité des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Les mesures visant à encourager la productivité et la résilience face aux chocs futurs doivent être complémentaires, tenir compte des personnes vulnérables au sein de la société et répondre aux besoins spécifiques des femmes et des hommes appartenant à des groupes socioéconomiques et ethniques différents. La mise en place de politiques économiques et agricoles et de mesures de protection sociale ciblées doit favoriser la participation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural à des activités diverses et pérennes, qui génèrent des revenus et contribuent à les diversifier, et doit également permettre de lutter contre les inégalités qui entravent les progrès en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés ukrainiens peuvent favoriser l'insertion de cette main-d'œuvre dans les systèmes agroalimentaires nationaux en dispensant des formations professionnelles et des cours de langue. Étant donné que la plupart des réfugiés fuyant l'Ukraine sont des femmes avec des enfants en bas âge, il importe tout autant de prévoir des services de garde pour les enfants afin que les parents puissent trouver un emploi.

7) Investir dans les technologies numériques et promouvoir leur utilisation dans le secteur agricole:

Les technologies numériques peuvent jouer un rôle primordial dans l'atténuation des effets néfastes de la guerre sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire. En fournissant des données en temps réel et géolocalisées, les technologies relevant de l'agriculture de précision donnent aux agriculteurs les moyens d'optimiser leurs pratiques agricoles et de réduire les coûts liés aux intrants. En outre, les plateformes numériques s'avèrent utiles aux agriculteurs dans la mesure où elles leur permettent d'obtenir des informations sur les prix des intrants agricoles essentiels et de repérer de nouveaux débouchés commerciaux et de nouvelles filières de distribution. Ces technologies peuvent aussi faciliter la mise en œuvre de programmes de protection sociale destinés aux acteurs vulnérables du secteur agricole. Grâce aux services d'aide à la prise de décisions, le suivi de l'efficacité de l'utilisation des terres agricoles et la surveillance de l'état des ressources naturelles, notamment le contrôle des variables climatiques, joueront un rôle central dans la transition vers des systèmes agroalimentaires plus durables et plus résilients. En outre, les autorités nationales peuvent se servir des outils numériques pour surveiller et analyser les incidences de la guerre sur l'agriculture et prendre des décisions en connaissance de cause aux fins du renforcement de la sécurité alimentaire et de la production agricole.

8) Établir des services vétérinaires et des systèmes de surveillance des maladies animales et renforcer ceux qui existent déjà:

Les services vétérinaires ne disposent pas de capacités suffisantes pour contrecarrer les menaces, nouvelles ou déjà connues, qui pèsent sur la santé des animaux. Il se peut également que la région doive composer avec une hausse de la résistance aux antimicrobiens, quoique l'ampleur réelle du problème demeure inconnue, faute d'une surveillance et d'une gestion suffisantes. Grâce aux systèmes de surveillance, il serait possible de procéder à une détection précoce, d'intervenir rapidement et de gérer efficacement les maladies animales. Il faudrait donc investir dans la formation, les infrastructures et les ressources pour renforcer les capacités des professionnels de la médecine vétérinaire et améliorer les mécanismes de surveillance et de signalement des maladies. Par ailleurs, la promotion et la mise en œuvre de pratiques agricoles durables, telles qu'une meilleure gestion des aliments pour animaux et la conservation des pâturages, peuvent contribuer à amoindrir les problèmes auxquels sont confrontés les éleveurs et à garantir la pérennité du secteur.

9) Renforcer les systèmes d'information, d'évaluation et d'analyse en matière de sécurité alimentaire et de nutrition:

Il faut veiller à disposer d'informations actualisées pour lancer des interventions rapides et adaptées au contexte et étayer les décisions stratégiques. Dans les périodes de grande incertitude sur les marchés, il est essentiel de fournir des évaluations et des projections relatives aux marchés qui soient objectives, rapides et actualisées. Il est donc crucial de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information sur les marchés pour qu'ils puissent servir de plateforme de dialogue sur les politiques et de coordination entre les parties prenantes, de façon à préserver la sécurité alimentaire. Face à la menace grandissante que représentent les inégalités et les discriminations à l'égard de certaines catégories de personnes, il est primordial de consolider le corpus de données factuelles, notamment les statistiques ventilées par sexe. Il faut absolument étendre à un plus grand nombre de pays la collecte de données au moyen de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES), afin de produire des informations fiables concernant l'insécurité alimentaire que vivent les ménages et les individus. Grâce au suivi fréquent des indicateurs clés ainsi qu'à la coordination entre les décideurs des différents secteurs au travers de consultations et d'échanges d'informations, les décisions en matière de politiques gagneront en efficacité et en efficience.

Des données chiffrées sur les aliments et les boissons consommés (données quantitatives sur la consommation alimentaire individuelle) sont nécessaires pour combler les lacunes en matière de connaissances et étayer les politiques et les programmes relatifs à la nutrition et à la sécurité

sanitaire des aliments aux niveaux mondial, national et infranational. On pourrait envisager d'utiliser les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments pour aligner les politiques des différents secteurs (nutrition, santé, agriculture, éducation, politiques budgétaires et commerciales, etc.) sur les objectifs nationaux en matière de santé et de durabilité – par exemple, pour orienter les stratégies de production alimentaire vers des pratiques plus durables.

10) Élaborer de nouvelles stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire ou améliorer celles qui sont déjà en place:

Sur la base des recommandations susmentionnées, les pays doivent élaborer des stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire qui permettent non seulement de faire face aux conséquences à court terme des chocs, mais aussi de reconstruire en mieux après les crises en répondant aux besoins aussi bien pratiques que stratégiques des personnes les plus touchées. À la suite des chocs survenus récemment dans des domaines divers (sanitaire, économique, social et environnemental), notamment la pandémie de covid-19, la volatilité des prix alimentaires, la guerre en Ukraine, les sécheresses, les tremblements de terre et l'imposition de mesures ponctuelles de restriction des échanges, il apparaît indispensable de consentir des efforts particuliers en vue d'adopter des approches globales de nature à améliorer la résilience à long terme des systèmes agroalimentaires et de favoriser une alimentation saine à un prix abordable. Une telle démarche suppose que toutes les parties prenantes concernées collaborent et se concertent, y compris les agriculteurs, les décideurs politiques, les organisations de la société civile et les associations agro-industrielles du secteur privé. L'ensemble des acteurs doivent s'efforcer de trouver des solutions optimales qui ne laissent personne de côté, en accordant la priorité aux groupes vulnérables.

11) Promouvoir la coopération régionale en matière de science et d'innovation:

Selon les analystes, il est difficile d'évaluer les répercussions globales de la crise dans la région en raison de la fragmentation des activités de recherche menées par un large éventail d'instituts de recherche. De ce fait, il est primordial de promouvoir la coopération régionale en matière de science et d'innovation afin d'améliorer la résilience des systèmes agroalimentaires. La collaboration entre les établissements de recherche, les universités et le secteur privé doit être encouragée pour favoriser la mise en commun des connaissances et du savoir-faire et l'élaboration de solutions novatrices face à des défis collectifs.

Références

- European Commission.** 2023. EU extends trade benefits for Ukraine. In: *Press corner*. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_23_3059
- FAO.** 2021. *The State of Food and Agriculture 2021: Making agrifood systems more resilient to shocks and stresses*. The State of the World. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb4476en>
- FAO.** 2022a. *Ukraine: Rapid Response Plan, March–December 2022*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cb9457en>
- FAO.** 2022b. *Special report – FAO Crop and Food Supply Assessment Mission (CSAM) to the Republic of Moldova*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc3043en>
- FAO.** 2022c. *Information note: The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the war in Ukraine*. <https://www.fao.org/3/cc3317en/cc3317en.pdf>
- FAO.** 2022d. *Ukraine: Impact of the war on agriculture and rural livelihoods in Ukraine*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc3311en>
- FAO.** 2023a. *Trade Policy Review in The Countries of Eastern Europe, Caucasus and Central Asia*. <https://www.fao.org/3/cc6091en/cc6091en.pdf>
- FAO.** 2023b. Data. In: *FAOSTAT*. <https://www.fao.org/faostat/en/#data>
- FAO.** 2023c. *Impact assessment of the COVID-19 pandemic in relation to food value chains in the Lori and Tavush regions*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0477en>
- FAO.** 2023d. *Ukraine: Response programme, January–December 2023*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc4655en>
- FAO.** 2023e. *Ukraine: Impact of the war on agricultural enterprises*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc5755en>
- FAO.** 2023f. FAO initiates Türkiye earthquake response and recovery plan in partnership with MoAF. In: *FAO in Türkiye*. Cited 29 August 2023. <https://www.fao.org/turkiye/news/detail-news/en/c/1642312/>
- FAO.** 2023g. *Crop Prospects and Food Situation #2, July 2023*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc6806en>
- FAO.** 2023h. FAO GIEWS Country Brief on Ukraine. In: *GIEWS - Global Information and Early Warning System*. <https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=UKR&lang=en>
- FAO.** 2023i. *FAO Brief on the interruption of the Black Sea Grain Initiative and its potential implications on global food markets and food security*. <https://www.fao.org/3/cc7271en/cc7271en.pdf>
- FAO, IFAD, WMO, WHO, UNICEF, WFP, & UNECE.** 2023. *Europe and Central Asia – Regional Overview of Food Security and Nutrition 2022*. FAO; IFAD; WMO; WHO; UNICEF; WFP; UNECE. <https://doi.org/10.4060/cc2571en>
- Glauber, J. & Laborde, D.** 2022. How sanctions on Russia and Belarus are impacting exports of agricultural products and fertilizer. In: *IFPRI Blog : Issue Post*. <https://www.ifpri.org/blog/how-sanctions-russia-and-belarus-are-impacting-exports-agricultural-products-and-fertilizer>
- IFPRI.** 2023. Food Export Restrictions during the Ukraine-Russia crisis. In: *Food & Fertilizer Export Restrictions Tracker*. <https://public.tableau.com/app/profile/ifpri.food.security.portal/viz/shared/2CPYTB4G8>
- IMF.** 2023. Near-Term Resilience, Persistent Challenges. In: *World Economic Outlook Update*. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2023/07/10/world-economic-outlook-update-july-2023>
- Izvorski, I., Lokshin, M., Norfleet, J.R.R., Singer, D. & Torre, I.** 2023. *Europe and Central Asia Economic Update, Spring 2023: Weak Growth, High Inflation, and a Cost-of-Living Crisis*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1982-7>
- Republic of Türkiye.** 2023. *Türkiye earthquakes recovery and reconstruction assessment*. <https://www.sbb.gov.tr/wp-content/uploads/2023/03/Turkiye-Recovery-and-Reconstruction-Assessment.pdf>

- UNHCR.** 2023. Ukraine Refugee Situation. In: *Operational Data Portal*.
<https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>
- Usov, A.** 2022. Central Asia shows strong resilience to geopolitical turmoil. In: *European Bank for Reconstruction and Development*. Cited 1 May 2023. <https://www.ebrd.com/news/2022/central-asia-shows-great-resilience-to-geopolitical-turmoil-.html>
- World Bank.** 2022. *Agrifood trade and food security in Central Asia: Possible implications of the war in Ukraine*.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099614301182328659/pdf/IDU099aa8f43031360476b0ba0e0c5517feb727f.pdf>
- World Bank, Ukraine, European Union, & United Nations.** 2023. *Ukraine Rapid Damage and Needs Assessment*. Washington, DC. <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-03/P1801740d1177f03c0ab180057556615497.pdf>